

## TITRES PROFESSIONNELS : LE MI PERSISTE A VOULOIR RETIRER LES EXAMENS HC DU GIRON DES IPCSR

Suite à [l'alerte que nous lançons la semaine dernière](#), ERPC nous convoquait en urgence ce jeudi 17 septembre pour une audience bilatérale.

Nous apprenons en séance que depuis 2014 le MI n'a eu de cesse que d'essayer de convaincre le ministère du travail de retirer les IPCSR des titres pro, sans même en avoir tenu au courant les organisations syndicales !

Aujourd'hui le sous-directeur indique que **les plateaux et la réduction du nombre de rattrapages et de sessions en circulation sont au cœur de la discussion** : l'ETG resterait de la responsabilité des IPCSR, mais pour combien de temps ?

### Danger !

Le sous-directeur tente de justifier cette position en mettant en avant « le peu de plus-value que représente la présence d'un IPCSR dans ces examens ».

Pourtant il va de soi qu'en acceptant ce type de raisonnement, ce sont bien l'ensemble des plateaux (permis secs PL mais aussi moto) qui pourraient à terme subir le même sort !

Le piège tendu est donc grossier, le mépris pour les compétences des IPCSR avéré, et la brèche ainsi ouverte très dangereuse !

### Une stratégie éculée

Le Sous-directeur réaffirme qu'il s'agit de recentrer les IPCSR sur « *leur cœur de métier* » afin de développer les missions de contrôle : un argumentaire qui reprend mot pour mot celui déployé par l'Administration depuis les années 2000 (perte des suivis d'enseignement) et de façon encore plus flagrante depuis 2014 où ETG et diplômes de l'éducation nationale nous ont été retirés.

### Les IPCSR et DPCSR n'ont pas la mémoire courte

Les IPCSR et DPCSR seraient ainsi invités à tomber dans le panneau alors qu'ils observent depuis maintenant 2 décennies que la suppression de missions n'a toujours eu pour unique conséquence que de réduire les effectifs.

Notons que dans le même temps, nous prenions connaissance d'un courrier de la branche transport (qui regroupe l'ensemble des organisations patronales et syndicales du secteur), qui affirme clairement l'opposition unanime de l'ensemble de ses membres à cette externalisation.

Le SNICA-FO a donc rappelé à la DSR sa volonté de tout mettre en œuvre pour contrer ce projet.

Le jour-même, **nous portons la discussion à un niveau supérieur** directement auprès du **secrétaire général du ministère de l'intérieur** au cours d'une audience bilatérale. Nous continuerons de défendre l'intérêt de nos mandants et du service public auprès d'interlocuteurs décideurs en la matière.